



Démagogie p. 4

Dantec et Bombardier: critique de deux dangereux pseudo-intellos.



Irak p. 5

La reconstruction par Bush et cie commentée par Alain Vadeboncoeur.



Virage à droite p. 8

Débats renversants autour du dernier livre de Jacques B. Gélinas.

Le Couac

Un drôle d'oiseau

Vol. 7 • n° 04

Janvier 2004

3,50\$



Les manifs du 11 décembre vues par Claude Picher

Négligence criminelle

Un lecteur de La Presse a porté plainte parce que son camelot a laissé le journal exposé à la pluie sur la galerie. Le journal aux belles couleurs étant tout humide, le pauvre homme n'a donc pas été capable de partir son feu de foyer ce jour-là.

La dinde au moron

Six cent soldats étatsuniens, cantonnés en Irak, ont vu rapidement passer pour la Thanksgiving un plateau de dinde au moron entourée de photographes. La dinde était fausse, le moron était vrai.

La tradition du bâillon

Au sujet du bâillon au Parlement, le gouvernement (la majorité) y recourt quand il se considère justifié de faire taire l'opposition (la minorité). À part hurler au meurtre, celle-ci n'a pas de recours. Au peuple de juger, quand viennent les élections. Notons que le peuple a le droit de manifester sans attendre les élections, mais il n'en a guère l'habitude.

MAX AUFRÈRE

Après Saddam, Oussama

(AP) Washington- Après la capture de Saddam Hussein, trouvé dans un trou à rats près de Tikrit, le Département d'État est fier d'annoncer la capture tant attendue d'Oussama Ben Laden, terré depuis deux ans dans la chambre d'amis de la Maison Blanche.

SOUTENEZ UNE PRESSE LIBRE ET VIVANTE EN APPUYANT LE COUAC! ABONNEZ-VOUS! www.lecouac.org



Un économiste, disait Oscar Wilde, c'est quelqu'un qui connaît le prix de tout mais la valeur de rien. Dans un article paru dans La Presse du 13 décembre dernier, Picher revient sur les manifestations du 11 avec, on le jurerait, la ferme intention de faire la preuve que l'écrivain anglais avait parfaitement raison. Pour évaluer ces manifestations, Picher propose de prendre le PIB du Québec (il l'évalue à 254 milliards), de le diviser par 365 (jours par an) et de prendre 5 % du montant obtenu, puisque les manifs auraient fait perdre ce pourcentage à la productivité du Québec. Résultat? 35 millions de dollars. C'est tellement grotesque qu'un enfant de sept ans pas trop anormalement sous-doué trouverait des objections dévastatrices à opposer à ce délirant calcul. Qui a cependant l'avantage d'être si simple qu'on peut ensuite le reprendre avec la pollution, l'esclavage, vos reins, les yeux de vos enfants: absolument tout ce que vous voulez. Bien sûr, cette logique est précisément celle qui prévaut à l'OCDE, au FMI, à la Banque mondiale et en mille autres lieux aussi sympathiques; mais il est rare qu'on l'aperçoive dans toute sa nudité: il faut donc remercier M. Picher de nous montrer ce rare spectacle.

M. Picher était certain, le 2 décembre, et il l'écrivait, que «le mouvement syndical n'a plus [aujourd'hui] le même capital de sympathie que dans le passé». Comment le savait-il? C'est tout simple et écrit en toutes lettres dans son article: son collègue, Pierre-Paul Gagné, responsable des pages d'opinion à La Presse, le lui avait dit. Il faudrait une immense mauvaise foi pour mettre en doute la parole d'un tel «observateur chevronné», non?

Hélas! Le 17 décembre, un sondage Crop indiquait que «quelque 80 % des Québécois considèrent que les groupes sociaux ont au moins "un peu raison" de contester les politiques actuelles du gouvernement Charest». Quelques jours plus tard, un autre sondage Crop-La Presse allait dans le même sens en indiquant que «60 % de la population est plutôt ou très insatisfaite du gouvernement de Charest. En novembre, ils étaient 49 %».

On pourrait croire que cela présenterait un léger problème à une lecture de l'actualité qui pose inlassablement comme prémisse que le mouvement syndical n'a aucun capital de sympathie et qu'il est illégitime. Eh bien non. Picher va, dans un article du 20 décembre, trouver de quoi surmonter cette contradiction. Pour cela, il va aller puiser chez un des ses principaux maîtres à (ne pas trop) penser: le *Conference Board*. Picher reprend l'analyse proposée par le *Board* du concept de société civile qui aboutit à ceci que les représentants de la société civile doivent être représentatifs et crédibles, ce qui, si j'ai bien compris, signifie être d'accord avec le *Conference Board*, l'*Institut Fraser* et bien entendu Claude Picher.

Avec l'*Institut Fraser*, le *Conference Board* est une des grandes sources des analyses pichériennes et de son autonomie intellectuelle. À preuve: au cours de cinq dernières années, M. Picher a fait référence dans 66 articles aux «études» (sic) et autres analyses de ces célèbres *think tanks* de la droite affairiste, soit en moyenne plus d'une fois par mois. À chaque fois, les données émanant de l'*Institut* ou du *Conference Board* sont présentées comme sérieuses, fiables et crédibles. Quant aux syndicats, qu'ils regroupent autant de gens qu'ils veulent, qu'ils aient l'appui d'autant de gens qu'on voudra, ils ne seront jamais, quoi qu'ils fassent, des représentants crédibles et représentatifs de la société civile.

Je sens que je vais encore devoir aller consulter mon dentiste...

NORMAND BAILLARGEON

DEPUIS DE (TROP) NOMBREUSES ANNÉES, Claude Picher est un réputé chroniqueur à l'économie au quotidien La Presse. Je soupçonne lui devoir la perte d'au moins deux ou trois dents, que ses écrits ont trop fait grincer; mais si je le lis toujours, c'est que chacun des textes de ce brave homme n'est, au fond, rien d'autre qu'une version destinée au grand public de la vision du monde des milieux des affaires et du patronat. Lire Picher c'est donc pénétrer dans un univers où l'on ne s'embarrasse ni des faits ni de la logique et où la démagogie la plus basse côtoie le simplisme le plus vulgaire. C'est ce que je voudrais montrer ici, en m'attardant aux textes pondus par lui à propos des manifestations du 11 décembre.

Dès le 2 décembre, Picher prenait les devants sur les manifestations annoncées et demandait, sous le titre «Nous, le monde ordinaire...» un texte où ce slogan syndical des années 1970 était mis au service d'un grand classique de la rhétorique pichérienne: opposer des «gras dur» syndiqués assis sur leurs exorbitants privilèges au monde ordinaire qui trime dur et s'arrache le cœur pour payer des taxes et impôts que s'approprient ensuite ces salauds de syndiqués. Dans ce monde que décrit Picher et où, miracle, n'existent ni l'État, ni les patrons, ni les profits, ni l'exploitation du travail, les syndicats sont la seule et unique cause de tout le mal qui afflige la population. Dans ce monde, qui est exactement celui que les affairistes imaginent et appellent de leurs vœux, les syndicats n'ont aucun appui populaire ni aucune légitimité et le public leur est d'emblée résolument hostile. Picher concluait son texte en écrivant: «En ce qui me concerne bien que membre de la CSN, j'ai certainement l'intention de faire une autre bonne journée de travail le 11 décembre, parce que ce n'est pas à des apparatchiks syndicaux de me dicter quoi dire, quoi penser ou quoi faire.» Fort bien. Et l'indépendance de la pensée est une belle et noble vertu et on ne pourrait que l'encourager si on la trouvait en M. Picher. Mais la suite des événements montrera vite, à qui ne le saurait toujours pas, que c'est du monde des affaires dont il lèche servilement les bottes depuis des lustres que M. Picher attend qu'il lui dise quoi dire, quoi penser et quoi faire. Il devait d'ailleurs en fournir des preuves éclatantes les 13 et 20 décembre.

Dans ce monde que décrit Picher et où, miracle, n'existent ni l'État, ni les patrons, ni les profits, ni l'exploitation du travail, les syndicats sont la seule et unique cause de tout le mal qui afflige la population.

Le plan PLQ-2003 de lutte à la pauvreté

Une stratégie de réélection clef en main

VOUS OCCUPEZ UN POSTE de chef d'État? Vous êtes inquiet par une réélection incertaine? Victime de l'incompréhension et de l'intolérance d'un peuple *brainwashé* aux mesures socialistes? Qu'à cela ne tienne, la firme d'ingénieurs conseils Charest-Taillon & fils vous propose le plan «PLQ-2003» de réélection clef-en-main.

Pourquoi écouter nos compétiteurs et faire confiance à la «démocratie», aux résultats moins que certains? En dix étapes faciles à appliquer, que ce soit en regardant la télé ou en appauvrissant la veuve et l'orphelin, le plan de lutte à la pauvreté PLQ-

two-thousand-and-three vous débarrasse infailliblement de la vermine et des soucis plus vite que vous ne pourrez dire «vive Milton Friedman!».

La lutte à la pauvreté en dix étapes:

1. Trouvez des alliés dans la classe des possédants. Les seigneurs féodaux et/ou le patronat et les médias constituent de bons alliés.
2. Assommez d'abord vos miséreux par une guerre de propagande: coupez les subventions à la culture intelligente. Coupez aussi dans l'aide sociale. L'argent

- est le nerf de la guerre. Et, comme dans tout bon siège, il faut d'abord couper les vivres.
3. Montez le prix des garderies. Cela les décourage d'avoir des enfants et de se multiplier.
4. Autorisez la sous-traitance. Cela baisse encore leurs revenus en plus d'envoyer une partie de leurs jobs à l'étranger.
5. Enlevez-leur la sécurité d'emploi, l'ancienneté, les syndicats et montez l'âge des retraites. Ainsi, obligez ceux qui ont encore un travail à s'y crever encore plus longtemps.
6. Faites payer l'eau, les transports en commun et tout ce que vous pouvez ima-

giner qui soit tarifable. Coupez l'eau pour les assoiffer et le transport pour leur enlever toute mobilité.

7. Faites payer l'éducation et l'instruction, afin de leur enlever toute mobilité sociale.
 8. Faites payer la santé. Ainsi, s'ils tombent assez malades, ils en mourront à coup sûr.
 9. Attaquez-vous aux mesures de défense environnementales pour empoisonner les récalcitrants à coup de DDT.
 10. Déclenchez des élections. Vos alliés du patronat iront voter pour vous et vous serez réélu avec 100% des voix. Parce qu'un pauvre mort, ça ne vote pas.
- Le plan Charest-Taillon de lutte à la pauvreté, un succès garanti. «Parce qu'un pauvre mort, ça ne vote pas».

ERIC MARTIN



COUAC' en dise notre gouvernement... La société civile s'exprime!

Entrevue avec M. Pierre Dostie, co-porte-parole de l'Union des Forces Progressistes (UFP) <http://www.ufp.qc.ca/>

Quels sont les vœux que vous adressez aux québécois(es) pour l'année 2004?

L'année 2003 finit très mal pour les mouvements syndicaux et les organisations populaires. Je souhaite pour 2004 que la population québécoise réussisse à faire reculer le gouvernement Charest sur les 8 projets de loi anti-sociaux et anti-syndicaux que l'on connaît, y compris celui sur la défusion. Je souhaite aussi que l'on réussisse à faire quelques pas en avant vers la construction d'un parti progressiste crédible et encore plus rassembleur, qui rallierait, par exemple, le mouvement de Françoise David - i.e. la suite du mouvement « D'abord Solidaire » - comme il est déjà prévu et souhaité de part et d'autre.

Je souhaite également aux québécois que le gouvernement Charest respecte sa promesse d'aller de l'avant avec sa réforme du mode de scrutin. Je pense que ce serait un atout pour la démocratie québécoise et que ça permettrait peut-être aux gens de mieux s'y intéresser. La venue du gouvernement Charest est en quelque sorte une illustration de la déficience de notre système électoral. Avec ce système, on reconduit deux grands partis tour à tour pour deux mandats consécutifs. La seule option que l'on a c'est d'alterner ces deux grands partis néolibéraux: le Parti libéral et le PQ. Le livre de Jaques B. Gélinas, « Le virage à droite de l'élite politique » (N.D.L.R.: voir notre dossier page 8), démontre d'ailleurs très bien comment le PQ a préparé le terrain au Parti libéral en prônant le libre-échange lorsqu'il était au pouvoir.

Enfin, je souhaite que le débat sur la question nationale québécoise se poursuive sur des bases plus intéressantes avec le Conseil de la souveraineté, par exemple, qui est un forum assez actif présentement au Québec, au sein duquel l'UFP a jadis été accepté. Ce forum demeure par contre

un club sélect contrôlé en grande partie par le PO et le Bloc québécois. L'UFP est pour une démocratisation grandissante de cette organisation afin que les débats reflètent de plus en plus les courants qui circulent dans la population québécoise. Par ailleurs, la question nationale pour nous est étroitement reliée à la question sociale et la dérive du Parti québécois tient particulièrement au fait qu'il ait laissé tomber la question sociale. Lorsqu'il a épousé le libre-échange, il a mis de côté la question sociale et il a essayé de nous vendre la souveraineté, alors qu'en réalité, la juridiction sur un territoire, quand on est à genoux devant le grand capital étatsunien, ce n'est pas la souveraineté...

Quelles sont les résolutions de l'UFP pour l'année 2004?

Après le bilan plutôt positif de notre campagne électorale, on s'est rendu compte que beaucoup de gens se posaient des questions sur le caractère réaliste et finançable de notre plate-forme électorale et en particulier sur la fiscalité progressiste, i.e. sur la façon dont on peut arriver à mieux partager la richesse de notre société. Faire en sorte que ceux qui ont des revenus plus élevés payent davantage d'impôt de façon à éventuellement enlever complètement les taxes sur les biens et services de première nécessité en est un exemple. Une taxe de 15 % c'est extrêmement apauvrissant, particulièrement pour les 40 % de la population québécoise qui ont un revenu inférieur à 20 000 \$ par année.

Il y a beaucoup de gens qui ont des idées progressistes au Québec et qui refusent la politique actuelle, mais ils sont dispersés et divisés. L'UFP souhaite contribuer au rassemblement de la gauche. Une approche différente de la gauche d'il y a 20 ans où des petits groupes s'auto-proclamaient l'avant-garde éclairée et se faisant compétition entre eux.

ANDRÉE DESHARNAIS

PEU IMPORTE LE PARTI, C'EST TOUJOURS LE MÊME ÉTAT QUI DOMINE...



Vieux cheval de trait (de plume)

EN DÉMOCRATIE, toutes les formes de protestations légales contre les actions de l'État sont légitimes, certains appellent ça les libertés d'opinion et d'expression. En politique, comme en art et en publicité, les outils dont disposent la gauche et la droite sont les mêmes, la forme que prend la contestation importe peu, c'est le message qui compte.

Un jour gris de décembre que Saddam, les yeux dans la graisse de binnes et les cheveux fraîchement teints, n'était pas encore sorti de son trou avec sa valise pleine de cash, Pierre Foglia, probablement à court de sujet, en a profité pour traiter de gros cons les auteurs de la pétition Destituons Patapouf: « petits cons [...] mais je crains qu'ils ne soient pas si petits que ça », écrit-il (*La Presse* 6-12-03). Sous prétexte que le *Recall* californien a mené à l'élection d'Arnold, Foglia y va d'une série d'argu-

ments plus ou moins creux pour expliquer qu'on élit des menteurs qui ne tiennent jamais leurs promesses, et après, le monarque élu peut faire tout ce qu'il veut et n'a de comptes à rendre à personne pendant quatre ans. On a même eu droit à un bout de *l'Albatros* de Baudelaire pour illustrer la chose. C'est vrai qu'avec Baudelaire on ne se trompe jamais. On y trouve toujours la strophe dont on a besoin. Dis donc Foglia, que penses-tu de celle-là?

Morne esprit, autrefois amoureux de la lutte,

L'Espoir, dont l'épéron attisait ton ardeur,

Ne veut plus t'enfourcher! Couche-toi sans pudeur,

Vieux cheval dont le pied à chaque obstacle bute!

JACQUES BOUCHARD

1 - Le Goût du Néant, Charles Baudelaire, *Les Fleurs du Mal*

PLOGUE

Quand l'ONF joue les rebelles

« Parole citoyenne [<http://citoyen.onf.ca>] se veut le lieu de rencontre des citoyens et des créateurs engagés dans le but d'un débat mobilisateur sur les grands enjeux sociaux actuels. On y retrouve des textes rédigés par des libres penseurs, des entrevues avec

des cinéastes engagés, des courts métrages réalisés par des jeunes de la relève, etc. »

La grosse machine de l'ONF donne un peu l'impression avec ce site « qui carbure à la libre expression » de vouloir

réinventer la roue (comme si le www.cmaq.net, www.latribuduverbe.com ou www.rabble.ca ne faisaient pas déjà un boulot formidable dans ce domaine). Mais bon, l'intention est louable. Avec un peu d'humilité, ils réussiraient peut-être à en faire un véritable lieu de débat. Serait intéressant de savoir ce qu'en pensent les ex-membres du Mouvement Spontané pour la Survie de l'ONF (MSSO)...

COURRIER DES LECTEURS

Vous n'aurez pas notre liberté de penser!

Lors de la fin de semaine du 6 décembre, l'armée américaine en Afghanistan a assassiné 15 enfants! On appelle cela des dégâts collatéraux en jargon militaire. Et il fallait voir le lieutenant-colonel de l'armée américaine en parler aux informations de France 2 sur TV5. Pour lui cela ne paraissait être qu'un fait divers, moi cela m'a donné envie de vomir! [...]

Imaginez vos enfants jouant aux billes dans votre jardin avec leurs amis et tout à coup cette scène de vie tourne à l'horreur: un avion américain arrive et mitraille dans tous les coins. Mais c'est vrai, ici ça n'arrivera pas. Nous sommes à l'abri, alors pourquoi s'en faire? Ça se passe à l'autre bout du monde, n'est-ce pas? Eh bien non, je dis stop! Que le monde ouvre donc les yeux sur ce despote d'un nouveau genre qui brandit l'éten-

dard de la démocratie pour massacrer des innocents! [...]

Les États-Unis laissent deux choix: soit vous êtes avec eux, soit vous êtes contre eux. Vous devez penser comme eux. Eh bien qu'ils continuent de rêver, car ils n'auront pas notre liberté de penser! C'est un droit inaliénable ici comme dans toutes les démocraties. [...]

Je suis peut-être idéaliste, mais je rêve du jour où la communauté internationale arrivera à s'entendre et tapera du poing sur la table en disant: « Ça suffit maintenant! ». Si toutes les démocraties s'unissaient enfin face à la pieuvre américaine, elles lui feraient avaler sa morgue, mais l'intérêt de chacun passe toujours en premier.

L'utopie c'est bien, mais ça ne mène pas loin. Si l'on commençait par boycotter les produits américains qui se trouvent sur les tablettes des supermarchés ce serait déjà un pas en

avant. Et c'est tout à fait faisable. Quelle résolution pour la nouvelle année! L'argent mène le monde paraît-il. Eh bien que l'on fasse un effort pour qu'ils en aient un peu moins, ça vaut la peine d'être tenté.

Pendant que chacun pense à son petit confort, des enfants se font massacrer et les médias américains pleurent sur le sort de leurs pauvres soldats bloqués en Irak ou en Afghanistan. Eh bien qu'ils pleurent, car moi ce sont pour ces familles privées de leurs enfants ou d'un parent tué pas erreur que je verse mes larmes.

Laurence Dupin

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

SUPPORTEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

Le Mouton NOIR est un journal d'opinion et d'information, plus mordant que le loup...

<input type="checkbox"/> Individus:	20 \$	ou soutien	_____ \$
<input type="checkbox"/> Organismes sans but lucratif:	25 \$	ou soutien	_____ \$
<input type="checkbox"/> Entreprises/institutions:	40 \$	ou soutien	_____ \$
<input type="checkbox"/> Abonnement cadeau:	40 \$	ou soutien	_____ \$
Groupe d'âge:	<input type="checkbox"/> 19 à 25 ans	<input type="checkbox"/> 26 à 35 ans	<input type="checkbox"/> 36 à 49 ans
	<input type="checkbox"/> 50 à 64 ans	<input type="checkbox"/> 65 ans et +	

Nom _____	Faites votre chèque à l'ordre des
Adresse _____	Éditions du Berger Blanc
Code postal _____	C.P. 113 Rimouski (Québec)
Téléphone _____	G5L 7B7
Courriel _____	

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 521-5499

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.



- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D, Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 521-5499

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen

Collaborateurs: Gabriel Anctil, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Philippe Bernier-Arcand, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Jean-René David, Andrée Desharnais, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Clède de Guise, David Ledoyen, Eric Martin, Jean-François Mercure, La Coalition Destituons Patapouf, Michel Rioux, Marco Silvestro, Mohamed Smith-Gagnon, Simon Tremblay-Pepin, Alain Vadeboncoeur, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charb, Dolbec, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Sniper, Stefan, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: David Ledoyen au (514) 521-5499
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



La honte de la famille

C'EST BIEN LA PIRE PEINE que de s'appeler Rioux et de savoir que, quoi qu'on fasse, tous les Rioux qui ont éclos sur la terre Québec sont parents, même malgré eux, étant tous descendants d'un seul de ce nom originaire de Ploujean, en Bretagne, qui aboutit à l'île d'Orléans avant de se voir confier par Louis XIV la seigneurie des Trois-Pistoles, dans le Bas.

On parle ici non seulement de peine, mais aussi d'humiliation. Il se trouve en effet un Rioux, « habituellement correspondant du *Devoir* à Paris, qui est actuellement invité par la Fondation Nieman, à l'université Harvard de Boston, où il s'intéresse aux effets de la mondialisation sur les identités nationales ». C'est ainsi que le monsieur se présente au haut d'un texte paru dans le *Devoir* en décembre: « La politique du ruban blanc. Comment le Québec passe à côté du débat sur l'Irak ».

Certains, comme Claude Vaillancourt ou encore Pierre Vadeboncoeur, lui ont asséné quelques jabs bien sentis dans les gencives. Mais moi, je le prends personnellement, comprenez-vous! Ce texte n'est pas signé Simard, Tremblay ou Steinberg. Il est signé Rioux. Voilà. Comme si un membre de ma famille avait déconné à pleins tubes à la face du Québec tout entier...

Déjà complexé outre-mesure pour avoir assisté par deux fois à notre sortie ratée du Canada, il m'est douloureux de penser qu'on pourrait ainsi, sans devoir en payer un prix élevé, passer de surcroît à côté d'un débat qui continue, encore aujourd'hui, d'occuper la planète tout entière. L'heure serait très grave et nous ne l'aurons pas su? C'est bien nous autres...

Il y a trois ou quatre générations, des milliers des nôtres ont quitté leurs villages de misère pour la Nouvelle-Angleterre, attirés par des sirènes — pas celles qui chantent de douces chansons aux oreilles des marins, mais des sirènes qui appelaient au petit jour la plèbe québécoise dans les *factries* de coton. Le Rioux de Harvard doit avoir, comme moi, des ancêtres qui ont fait ce chemin parce qu'ils étaient rendus au coton sur leurs terres de roche.

Mais le Rioux n'est à Boston que depuis trois mois. Trois mois! Et déjà, on sent chez lui quelque chose comme un durcissement de la matière grise. L'air étatsunien ne lui réussit visiblement pas. Le Rioux est aveuglé, on dirait. Quelque chose lui a monté à la tête, on ne sait. Car pour voir en G. W. Bush, qui empeste le

pétrole à plein nez dès lors qu'il bouge un peu, un démocrate à la Bolivar, un libérateur de peuple à la Nelson Mandela, un géopolitique à la Bertrand Russell, je ne vois qu'une explication: le Rioux a trouvé, dans quelque village reculé du Mass, un vieux Québécois qui baragouine encore le français et qui lui a filé de la bibine de mauvaise qualité en lui disant que c'était bon pour frotter ses muscles endoloris par le rhumatisme. Et le Rioux a plutôt compris, sans doute,



que la chose se prenait dans une tasse de thé. Ce qui le pousse à qualifier d'« illustre allocution » un discours de Bush à Londres, en novembre, qui devait marquer, selon lui, « le retour des idéaux démocratiques dans les discours officiels ». Ciel!

Emporté par une forme d'euphorie qui ne peut s'expliquer autrement que par les trois mois qu'il vient de passer à Boston, le Rioux s'en prend à « l'unanimité québécoise », qui a dénoncé cette invasion de l'Irak par le nouvel empire. Le Rioux doit certainement se féliciter d'un autre unanimité, plus dangereux celui-là, qui a conduit 92 pour cent des Étatsuniens à appuyer l'invasion de l'Irak. Faut pas niaiser avec le puck, hein! Tant qu'à être pour ou contre, faut l'être à fond. Comme lors du dernier référendum, dans certains comtés de l'Ouest. Dis donc, le Rioux, y aurait-il des unanimités plus présentables que d'autres?

On a eu une vache folle au Canada. Venait du Montana, paraît-il. Les USA ont bloqué leurs frontières au bœuf canadien. Ils ont une vache folle aux USA. Vient de l'Alberta, qu'ils disent. Le Canada n'a pas bloqué ses frontières au bœuf yankee. Ou'on nous le rapatrie au plus sacrant, le Rioux. Pour la famille, c'est déjà une honte insupportable. Et si ça tournait encore plus mal, on ne pourrait même pas dire qu'il n'est pas d'ici!

MICHEL RIOUX



«Le gouvernement s'étant rendu compte que le peuple n'était pas à la hauteur de ses fonctions, il a résolu de le dissoudre et de procéder à une nouvelle nomination.»

- Berthold Brecht

Citoyens ou robots?

LA FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES propose l'abolition des cégeps. Un minimum de réflexion sur la question nous amène à croire que ce qu'il faut abolir — ou métamorphoser — c'est plutôt les commissions scolaires elles-mêmes, qui ont d'énormes responsabilités dans le domaine de l'éducation, domaine dont, de toute évidence, leurs dirigeants ne comprennent pas le rôle.

Le rôle de l'éducation n'est pas de former la main-d'œuvre dont les entreprises ont besoin. C'est pourtant l'idée fautive qu'en ont beaucoup de gens, y compris, semble-t-il, le nouveau ministre de l'Éducation, monsieur Reid, d'après l'une de ses rares déclarations.



L'éducation a pour but de former des citoyens informés, éveillés, riches de connaissances et de culture, conscients de leurs talents et capables de trouver leur place au soleil. Des citoyens — et aussi, bien entendu, des citoyennes — exerçant leurs responsabilités sociales et politiques. Et non pas des robots.

En élaborant sa proposition absurde d'abolir les cégeps, la fédération des commissions scolaires s'est acoquinée avec le conseil du patronat (CPO). Que voilà un mauvais compagnon! Mentalité de droite bête, asservie à l'argent. Dans *Le Devoir* du 14 décembre, on pouvait lire que Gilles Taillon, président du CPO, déclarait qu'il faut aider « les mieux nantis, les cerveaux de la société ». Une ânerie.

Il y a autant, sinon plus, de « cerveaux de la société » chez les pauvres que chez les riches. Il n'y a aucun rapport entre les capacités intellectuelles et le degré de richesse, sinon par coïncidence. On devient riche si l'on est attaché à l'argent. C'est question d'attitude et de moralité, sinon d'héritage, et non pas de capacités intellectuelles.

De toute évidence, monsieur Taillon ne voit pas que le règne envahissant de l'argent est un des plus graves problèmes de notre époque. Saisit-il le drame que posent les dérives de la mondialisation? Mais ça, c'est une autre question.

Personne ne prétendra que les cégeps sont parfaits. Mais leur création, en 1967, à la suite des travaux de la commission Parent, n'en a pas moins constitué le progrès le plus important de notre régime scolaire. Quant aux commissions scolaires, avec leurs élections bidon, de graves questions se posent.

PIERRE DE BELLEFÉUILLE

Le sauveur

N'eût été de lui, prétend-il, le Canada n'existerait plus. Qui est ce sauveur tout-puissant? Nul autre que Stéphane Dion, ministre sous Chrétien, qui, par ses vantardises, a vainement tenté de convaincre Paul Martin de ne pas le renvoyer à l'arrière-banc. Simple député, l'auteur de la loi dite « sur la clarté » peut se consoler en se disant que le peuple choisit les députés, alors que les ministres ne sont choisis que par une seule personne. Après tout, un député n'a pas le droit de mépriser le Parlement.



Sur le documentaire *L'argent*, d'Isaac Isitan

PLUS PARTICULIÈREMENT depuis les orfèvres anglais du XVII^e siècle, l'argent est l'oxygène que consume le feu avare de nos économies. C'est bien connu, la puissance et la prospérité économique d'un état dépendent directement de l'abondance et de la dynamique des flux de ce combustible. Pourtant, malgré l'importance et l'universalité que nous lui connaissons, qui sait précisément ce qu'est l'argent? Qui saurait dire qui le crée, qui le contrôle et qui en profite réellement?

C'est nommément pour répondre à ces questions qu'Isaac Isitan a réalisé *L'argent*, prix du public 2003 des *Rencontres internationales du documentaire de Montréal*. Prétente à l'élaboration d'une réflexion plus large sur le phénomène social de l'argent, ce documentaire de 65 minutes s'interroge sur les causes des dévaluations monétaires drastiques, survenues il y a quelques années en Argentine et en Turquie. Comment, nous questionne-t-on, ces pays en sont-ils venus à s'enfoncer dans un gouffre qui les a mené au bord de la faillite?

L'argent, qui s'ouvre sur une citation d'Henry Ford (« Si les gens comprenaient réellement le processus de création monétaire, le système ne tiendrait pas plus de 24 heures »), nous conduit d'emblée dans les rues d'Argentine, où une foule clame bruyamment son mécontentement. C'est que depuis décembre 2001, le gouvernement a instauré la politique du « corralito » (littéralement, « petit enclos ») qui rationalise les retraits bancaires à l'équivalent de 200 dollars par semaine. Cette politique qui a pour but d'éviter la faillite des institutions bancaires, met un frein à une fuite gargantuesque des capitaux d'environ 24 milliards de dollars, survenue dans les quelques jours seulement qui ont précédé son adoption.

Comme nous le rappelle la suite du documentaire, l'Argentine était à cette époque terrassée par la dette nationale et contrainte au crescendo d'ajustements structurels par le Fonds monétaire international (FMI). Elle n'a plus d'autre choix que de couper massivement dans les services sociaux, afin de rembourser une dette qui représentait plus ou moins 40 % du produit intérieur brut. Mais plutôt que d'en vivifier l'économie, les ajustements structurels du FMI dilapident brusquement les richesses d'un pays capable de nourrir plus de dix fois sa population. Le peso argentin sera enfin dévalué de plus de 70 % et les Argentins devront se résigner à des solutions compensatoires, telles que la création du « credito », l'une des trois mille monnaies locales à travers le monde, avec laquelle il est possible aujourd'hui de s'acheter des vivres, consulter un dentiste, ou même se payer un avocat. En plus d'avoir tonifié l'économie argentine, les « credits » dispensent les citoyens du paiement des taxes et des impôts qui érodaient leur pouvoir d'achat. *L'argent* se clôt sur une présentation de la ville d'Ithaca aux États-Unis, où est également née une économie parallèle, faisant usage de la monnaie « ithaca ». Comme l'exemple en témoigne, une nation n'est pas nécessairement obligée de brûler la chandelle par les deux bouts avant d'adopter des solutions au fléau de la pauvreté.

Si ce film a le mérite de dépasser ses propos et ses analyses la simple étude de cas — en s'enrichissant notamment de réflexions sur l'aspect purement psy-

chologique de l'argent et en expliquant de manière claire et limpide, à l'aide d'exemples concrets, quelques rouages des mécanismes déterminants de nos économies — il soulève toutefois certaines interrogations qui resteront en suspens. À cet effet, il aurait sans doute été intéressant de s'attarder davantage sur le fonctionnement des banques centrales privées, elles qui se sont dans de nombreux pays, emparées de l'autorité et du pouvoir d'émettre la monnaie, autrefois entre les mains des gouvernements. La dette extérieure de l'Argentine, est-elle, de ce fait, la somme de tous les déficits budgétaires annuels causés par les dépenses dans les services sociaux, ou le résultat d'une gigantesque arnaque? Au Canada, selon un rapport de 1993 du vérificateur général de l'époque, Jeff Greenberg, les contribuables remboursent annuellement des intérêts de 41 milliards de dollars, sur une dette qui aujourd'hui dépasse les 500 milliards. Rappelons que le capital emprunté n'est que de 37 milliards de dollars. Les quelque 470 milliards supplémentaires, ne sont que des intérêts composés.

Est-il acceptable que la majorité des économies de ce monde soient gérées par des intérêts privés qui émettent la monnaie et qui en régulent la valeur? Je le crie haut et fort: peuples de tous les pays, émettons nous-même notre propre monnaie, afin d'enrayer l'usure, cause principale de la dégradation de nos libertés!

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

L'argent, est un film des productions ISCA inc. Producteurs: Isaac Isitan et Carole Poliquin.

Abject Dantec

L'HEBDOMADAIRE *VOIR* a cru bon de publier dans sa revue de l'année 2003 (18-12), un court texte de Maurice Dantec appuyant l'invasion de l'Irak tout en insultant les Québécois. Pourquoi les hebdomadaires « culturels » se sentent-ils obligés d'imposer régulièrement à leurs lecteurs la prose odieuse et raciste de ce sinistre réactionnaire? Parce qu'il chie des briques publiées chez Gallimard? On se demande d'ailleurs qui sont les masochistes qui lisent ce fumier intellectuel, étant donné que trois paragraphes arrivent déjà à nous donner la nausée.

L'invasion de l'Irak était « justifiée » parce que: « Face aux dictatures des pays arabes, j'ai toujours eu la même position depuis l'âge de 15 ans: il faut leur casser la figure, les foutre dehors et, éventuellement, placer des régimes qui soient à notre botte. [...] Si on veut faire [de la politique], il faut savoir qu'à un moment donné, il faudra se tremper les mains dans le sang », écrit Dantec. Il confond guerre et politique, ce con. Non seulement il confond tout, mais il justifie le terrorisme. Si on suit son raisonnement, le terrorisme devrait être l'instrument privilégié de tout groupuscule politique ayant peu de moyens, puisqu'il faut absolument se tremper un peu les mains dans le sang pour être pris au sérieux. C'est vrai que ce bon sioniste arabophobe doit sûrement admirer les anciens premiers ministres d'Israël Menahem Begin et Yitzak Shamir, qui ont eu de brillantes carrières de terroristes avant d'accéder à la tête de l'État.

Le Likoud, le parti d'extrême-droite d'Ariel Sharon, a pour ancêtre l'Irgoun, une organisation clandestine sioniste d'inspiration fasciste, née en 1935 et spécialisée dans les attentats à la bombe contre le régime colonial britannique. En 1948, sous la direction de Menahem Begin le groupe terroriste donne naissance au parti Herout, devenu en 1973 l'actuel Likoud. S'il faut débarasser l'Occident des dictatures arabes du Moyen-Orient, que devrait-on dire d'Israël, qui

est en violation permanente des résolutions de l'ONU depuis 1967, qui est en violation permanente des droits de la personne tels que définis par la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, notamment en ce qui a trait à la torture, qui ne respecte pas la convention de Genève sur les territoires occupés, qui possède des bombes atomiques mais refuse tout contrôle de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, qui produit des armes chimiques et biologiques, qui terrorise les civils Palestiniens en exerçant des représailles contre des innocents, qui écrase les militants pacifistes avec des bulldozers et qui sabote les accords de paix l'un à la suite de l'autre?

Dantec prétend qu'il faut faire la guerre aux « Arabes qui nous envoient des avions bourrés de touristes dans des buildings », pour la simple raison que nous sommes Occidentaux. Remarquez ici le bel amalgame, l'Occident en entier devrait mettre « à sa botte » l'ensemble des pays arabes du Moyen-Orient à cause du 11 septembre. Un chausson avec ça? Mieux, les Québécois seraient « castrés » parce qu'ils ont refusé d'appuyer l'assassinat, à coups de bombes et pour du pétrole, de milliers de civils irakiens n'ayant aucun lien, ni de près, ni de loin, avec les auteurs des attentats du 11 septembre. On devrait plutôt dire que les Québécois sont en général plus intelligents que les pauvres demeurés qui ont cru à la propagande mensongère de Washington.

Dantec avoue que les pacifistes ont failli le faire partir du Québec, quand une directrice d'école a « embrigadé » son fils de six ans, pour le faire manifester avec un drapeau blanc. Souhaitons qu'elle récidive. Premièrement, ça risque de transformer Dantec fils en pacifiste, s'il est moins bouché que son père. Deuxièmement, si le père tenait sa promesse, ça nous débarasserait définitivement de sa présence et par la même occasion de sa prose abjecte.

JACQUES BOUCHARD

Je n'ai pas pris de drogue pour écrire cet article!

LA CYCLISTE DE HAUT NIVEAU GENEVIÈVE JEANSON n'a pas pu participer à la course féminine des championnats du monde à Hamilton en octobre dernier en raison d'un taux d'hématocrite trop élevé. La jeune athlète de vingt-deux ans affirme ne jamais avoir pris de drogue ni même en avoir déjà vu. Un mois plus tard, le docteur Maurice Duquette déclare lui avoir prescrit de l'EPO. Le lendemain, le même docteur dit qu'il ne lui a jamais donné ni prescrit d'Epex. Selon un autre chef d'accusation, l'entraîneur de la cycliste québécoise se serait fait prescrire de l'EPO. Bref, depuis quelques semaines, on nage en pleine controverse dans une histoire de sport et de drogue. Peut-on imaginer une telle histoire ailleurs que dans le domaine sportif?

Geneviève Jeanson n'a pas davantage le droit de se doper que ne l'avait Ben Johnson. Mais Sartre pouvait se droguer pour achever *L'Être et le Néant*; Cocteau était habilité à tremper sa plume dans l'opium; les surréalistes étaient autorisés à vivre dans une odeur de drogue, comme les chauffeurs de taxi dans le parfum du sapin sent-bon accroché au rétroviseur.

Demande-t-on à un écrivain de pisser dans un pot suite à la remise d'un prix? Pour l'utilisation de drogue, est-ce qu'on peut retirer un prix littéraire à un auteur comme on retire une médaille à un athlète? À la remise d'un diplôme, pourrait-on reprocher à un étudiant l'usage de marijuana comme on l'a reproché à Ross Rebagliati lors de la remise de sa médaille olympique de planche à neige à Nagano? Il existe, pour l'usage des hallucinogènes et des stupéfiants, une formidable hiérarchie sociale.

Le sport n'a pas droit à ses drogues contrairement à la littérature: la mescaline grâce à Henri Michaux, l'héroïne avec William Burroughs, le LSD chez Timothy Leary et Thomas Cayton Wolfe, le peyotl expérimenté par Carlos Castaneda, le hasch dans tout Baudelaire, la coke avec Bret Easton Ellis et Jay McInerney et l'ecstasy chez Frédéric Beigbeder.

Ce qui convient à un philosophe de génie est interdit à une cycliste; ce qui fait l'originalité d'un poète est proscrit pour un sportif qui n'a que ses jambes pour pédaler. La paille de la gourde du sportif n'est pas faite pour sniffer une ligne de coke ou la flamme olympique pour chauffer une cuillère.

Nul n'ose avouer le raisonnement implicite qui fonde cette différence d'attitudes: l'intellectuel est supposé maître de son destin, tandis que le sportif semble le jouet de ses entraîneurs, de ses commanditaires, de ses supporters. Ne pas lutter contre le dopage sportif provoquerait, chacun le sait, un engrenage infernal. Abstenons-nous donc, dans ce combat, d'une excessive bonne conscience.

PHILIPPE BERNIER ARCAND

Il le spécifie au cas où l'on voudrait m'attribuer un prix.



Les marchands de bonheur

La Fondation André Delambre a amassé un million de dollars pour aider les malades et leurs familles lors d'un spectacle bénéfice mettant en vedette l'écurie des Productions Feeling: Céline Dion, Marc Dupré et Garou (*La Presse* 22-12-03). André Delambre est le vice-président exécutif, finances et administration aux Productions Feeling, la maison de production de René Angélil. Le comptable du couple Dion-Angélil, celui-là même qui s'arrange pour que ses patrons paient le moins d'impôts possible, donne son nom à une fondation dont le but est de pallier au manque de fonds pour l'aide aux malades principalement dû aux crédits d'impôts consentis aux riches et aux entreprises ces dernières années. Ça c'est de la relation publique!

Nous serions curieux de savoir combien elle paye d'impôts au Québec sur son immense fortune cette chère Céline, qui aime tellement ça brailler devant les caméras entourée d'enfants malades.

Le marché de droit divin

Capitalisme sauvage & populisme de marché

Le populisme de marché constitue une doctrine étonnamment vivace, qui peut survivre à ses défauts, parce qu'il s'est lui-même inoculé sa propre opposition. Aussi, ce qu'il nous faut, c'est un véritable contre-pouvoir, une force qui résiste aux impératifs du profit au nom de la démocratie économique. C'est-à-dire, au bout du compte, ce que réclamaient autrefois les vrais Populistes.

Journaliste à Chicago, Thomas Frank est l'éditeur de la revue *The Baffler*. Depuis 1996, il participe régulièrement à la rédaction du *Monde diplomatique*.



Dans toutes les (bonnes) librairies et sur www.luxediteur.com

Pour toute commande sur notre site les frais de port et les taxes sont à notre charge.

492 pages

27.95\$

Lux Éditeur
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal (Qc) H2H 1V0
info@luxediteur.com

ABONNEZ-VOUS!
www.lecouac.org

Merci à vous, Denise Bombardier

Denise Bombardier sait manier l'amalgame et le simplisme avec brio. Dans sa chronique « La dureté » (*Le Devoir*, 29-30 novembre), elle identifie l'impolitesse et le tutoiement comme sources de profonds problèmes sociaux, et même, causes d'insécurité et de suicide. Dans la première partie de sa chronique, elle se met en scène, nous expliquant qu'elle a prononcé une conférence devant des enseignants sur « l'importance de la politesse » et qu'elle s'est fait insulter. Dans la seconde section, elle glisse rapidement sur le suicide du directeur général du centre Saint-Charles-Borromée, épinglé dans les médias pour des propos et des actes dégradants d'employés du centre à l'égard de résidents. L'impolitesse est donc affaire de vie ou de mort, ce qui n'empêche pas Bombardier de traiter dans sa chronique les gens de « brutes », « rustres », « barbares » (à trois reprises) et de « faiblards pervers ».

Bombardier glisse encore vers un autre exemple: « le président de la FTQ [qui a] spontanément commenté une déclaration gouvernementale par un "Ça me fait c..." ». Du fond du problème politique que dénonçait le chef syndical (le plan de « réingénierie » du gouvernement Charest), Bombardier ne dit mot. C'est que pour Bombardier, il n'y a pas d'autres problèmes que l'impolitesse. Que ceux et celles qui utilisent de vilains mots le font en partie parce « qu'ils ont été mal aimés » est tout à fait secondaire. « Tout le problème réside dans la volonté sociale de contrer cette pollution dans nos rapports à autrui. » Cette volonté sociale doit même s'exprimer par des interventions policières pour endiguer l'impolitesse. Il n'est pas surprenant d'ailleurs que Bombardier utilise l'expression « incivilités », empruntée directement au contexte de la campagne électorale française de mai 2002. La droite avait alors utilisé cette expression pour désigner les actes turbulents des jeunes des banlieues (d'origine principalement arabe), ce qui lui avait permis de maximiser ses gains électoraux en promettant à une population apeurée de mettre fin à l'impolitesse. Une fois au pouvoir, le ministre de l'Intérieur Sarkozy a lâché ses policiers dans les banlieues.

À Montréal, Bombardier se fait du cinéma: « Quand on ne peut plus traverser un square, un parc ou une rue sans traverter pour sa sécurité et en subissant les injures verbales de punks ou d'itinérants [...] la société en est

détériorée. » Comprendre: le problème, ce n'est pas qu'il y ait dans une société riche comme le Québec des centaines d'itinérants, mais que ces derniers soient impolis envers les « simples citoyens »; comprendre, encore, que les itinérants sont moins que de « simples citoyens ». Et Bombardier de préciser: « Les policiers qui combattent ces incivilités en interpellant les agresseurs ne font que leur devoir, et nul ne peut leur en faire reproche. » Cette chroniqueuse distinguée qui s'identifie

Cette chroniqueuse distinguée rêve du jour où elle pourra enfin vouvoyer en toute quiétude les pigeons grâce aux gentils policiers qui auront vidé les parcs des êtres humains dégradés qui y vivent.

aux « êtres sensibles, raffinés et qui font de l'honneur, du devoir, du respect d'autrui et du sens de la justice leur credo », rêve du jour où elle pourra enfin vouvoyer en toute quiétude les pigeons grâce aux gentils policiers qui auront vidé les parcs des êtres humains dégradés qui y vivent. Quand Denise Bombardier se promène dans un parc, elle devrait toutefois cesser d'applaudir à tout rompre les policiers qui interpellent des itinérants et des punks. En gardant ainsi le silence, elle entendrait enfin les mots qu'utilisent les policiers lors de leur opération de nettoyage social: punk et itinérants se font systématiquement insulter par les policiers dans la rue ou lorsqu'ils se retrouvent au poste (tout comme les jeunes arabes auteurs d'« incivilités » dans les banlieues françaises).

On croyait la bêtise infinie; or voilà que parfois, un individu se distingue en l'incarnant tout entier à lui seul. « La preuve, hélas, en est faite. » Un tel individu exceptionnel qui s'élève par cette capacité particulière au dessus de la masse des « simples citoyens » que nous sommes réduit avec brio, par jeux d'amalgames et de simplifications, le gouffre qui sépare l'infiniment grand de l'infiniment petit. Par souci de politesse, sachons le remercier pour tant d'efforts.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI
fdd@no-log.org

Une Amérique des colonels?

LA DÉMOCRATIE, AU MOYEN-ORIENT, n'est qu'un mot creux, inapplicable, inadapté à ces contrées, mais on feint de vouloir en instaurer la réalité là-bas. Cela ne rime à rien mais sert cependant à deux choses au moins : (1) à continuer de « justifier » les guerres d'Afghanistan et d'Irak pendant qu'on organise sur le terrain à grande échelle le vol de leurs richesses, et (2) à insister pour obtenir l'aide de divers pays de manière à partager avec eux le coût des invasions et des occupations qu'ils n'ont pas faites.

Le concept de démocratie, illustré à demi par l'histoire des États-Unis, à demi par leurs prétentions, a pris une valeur médiatique inégalable et il est certainement devenu susceptible de couvrir n'importe quoi : conquêtes, occupations, exactions à l'échelle de pays tout entiers, dictature par régimes « démocratiques » de service, guerres « antiterroristes » du haut des airs. Bref, tout le fatras de la propagande.

Sur cet usage du mot « démocratie », il faut voir le mensonge qu'il répand dans un monde façonné par les Américains, y compris chez eux. Aux États-Unis mêmes, l'image de la démocratie est partout, bien que la réalité profonde de la politique y soit moins démocratique qu'oligarchique. À l'extérieur, l'idée démocratique, qui précède sur tous les fronts l'impérialisme états-

unien, est d'une fausseté particulièrement criante. La première chose à dénoncer, c'est cet extraordinaire abus des mots, qui règne de plus en plus dans le discours officiel.

Le vain emploi du mot démocratie cache la relative fragilité de la réalité démocratique dans la politique intérieure des États-Unis — et l'absence de cette réalité dans leur politique extérieure.

Un coup dur et l'illusion pourrait tomber. Ce n'est pas moi qui le dis, comme vous allez voir. La démocratie américaine, structure vermoulue, creusée par le dedans, est en danger.

Advenant un attentat nucléaire, bactériologique, chimique où que ce soit dans le monde occidental, cela suffirait, déclare, début décembre, le général Frank, pour que les États-Unis se donnent un régime militaire. Stupéfiante déclaration! Frank n'est pas le premier venu. Je ne crois pas qu'il parle pour ne rien dire.

L'éventualité évoquée par lui, nous n'en sommes peut-être séparés que par une mince cloison. En tout cas, Frank semble dire qu'un choc suffirait pour mettre cette cloison en miettes. Depuis deux ans, d'ailleurs, des signes multipliés paraissent pointer dans ce sens-là.

PIERRE VADEBONCEUR

Actions anti-pub à Paris

PENDANT L'AUTOMNE 2003, trois grandes opérations anti-pub ont été lancées à Paris, visant les publicités dans le métro. Le premier appel, lancé sur Internet, a permis de rassembler plusieurs centaines de personnes : des punks, des étudiants, des retraités, des anarchistes, etc. Arrivant aux divers points de rencontre munis de bombes de peintures, de marqueurs, d'affiches et de colle, ces commandos se sont répandus dans les dédales du métro. En attendant le prochain train, ils profanaient tous les grands panneaux publicitaires, puis sautaient dans le train pour descendre ailleurs et sévir à nouveau. Pourquoi prendre pour cible la pub dans le métro : parce qu'il est détestable que des espaces publics soient achetés par des compagnies privées, parce que la pub agit comme une vaste campagne de propagande pour nous vendre une idéologie de surconsommation, parce que la pub est souvent sexiste (surtout en France!), parce que la pub nous vante les mérites de produits destructeurs de l'environnement (voitures), etc. Les slogans étaient multiples : « Espaces publics ou privés? » ; « Pub = mensonge » ; « Non au publisexisme », etc.

En quelques heures, des dizaines de stations avaient été visitées et l'effet fut si remarquable que les grands médias privés et publics en ont parlé.

Le serveur électronique qui avait hébergé le site de la campagne « Stop à la pub » reçoit rapidement la visite de la police : coup de théâtre, il est forcé de révéler le nom de l'utilisateur et risque d'être poursuivi pour plusieurs centaines de milliers de dollars. Le prochain appel sera encore lancé par Internet, mais cette fois par un site de Nouvelle-Zélande. Le vendredi 28 novembre, à l'occasion du troisième appel, environ 500 personnes répondent « présent » mais la police les attend et procède à des arrestations de masse aux lieux de rencontre.

Depuis, les commandos anti-pub agissent de façon plus discrète et autonome. Par petits groupes et sans avertir personne, ils se glissent dans le métro et entre le passage de deux trains, profanent toutes les pubs d'une station, avant de s'évaporer et de réapparaître ailleurs, dans le labyrinthe du métro parisien.

MOHAMED SMITH-GAGNON

Le reconstructionnisme est un humanisme

D'APRÈS Le Devoir du 5 novembre, les 71 compagnies ayant obtenu la masse des contrats de reconstruction de l'Irak et de l'Afghanistan, bagatelle de 8 milliards US, ont des liens plus ou moins directs avec le président. Tiens donc, l'administration américaine serait-elle liée aux donateurs du parti? La surprise est grande.

Il faut croire qu'en affirmant, d'un air gravement américain : « You're with us or against us », le président Bush ne traitait jadis pas seulement de sécurité internationale, mais aussi et surtout de commerce intérieur.

Il sera donc intéressant de savoir si ces compagnies disparaissent ou non, a priori, la décision de leur candidat d'aller là-bas détruire pour encore mieux reconstruire.

Pour contourner ainsi les règles, a-t-on évoqué l'urgence d'agir, en ces contrées aujourd'hui fort abîmées par les ADM venues du ciel comme des mannes? Ou bien l'urgence de profiter de la manne?

Charles Lewis, directeur du Centre pour l'intégrité publique, l'a soufflé, du bout des lèvres : « Ce seul problème montre combien ce système est susceptible de favoriser le gaspillage, l'escroquerie et le copinage. » Il est bien tendre, peut-être afin de ne pas trop éveiller ces susceptibilités systémiques? Et son collègue, J. Edward Fox, de l'Agence américaine pour le développement international, forme d'aide humanitaire ou de développement durable, affirmait, après avoir revu tous les contrats, qu'ils ont tous « été passés dans le respect des lois fédérales » — sans toutefois préciser si ces lois fédérales ont été passées dans le respect de quelque chose, comme la liberté immuable ou la justice infinie par exemple.

Ainsi, Kellogg, qui fait pousser non pas des Rice Krispies mais bien de l'industrie pétrolière, a obtenu 2,3 milliards de dollars, sans lien bien sûr avec le fait qu'elle fut longtemps dirigée par Dick Cheney. Et Bechtel, qui ne s'occupe pas de margarine mais en beurre épais tout de même en construction, pourra développer durablement en Irak à hauteur de 1 milliard de dollars, sans lien avec le fait que Riley Bechtel, du même nom, participait aussi au Conseil pour l'exportation rattaché à la Maison-Blanche et que le VP de Bechtel collaborait avec notre ami Rumsfeld.

Tiens, n'est-ce pas une forme de dirigisme économique cela? C'est à ne pas y croire, dans le paradis du libre-marché, avouons-le.

Du reste, beaucoup de bruit pour rien, ce « scandale » est surfait : sur dix contrats majeurs, 10 %

ont été attribués sans aucune apparence de conflit d'intérêt. Mais aucun commentateur n'insiste là-dessus, l'époque étant agitée d'anti-américanisme primaire.

Puis de tels « scandales » sont en réalité rassurants, prouvant que la justice (peut-être pas infinie, mais au moins avec quelques zéros à droite, ce qui est tout comme) est une valeur dominante là où jadis on inventa pratiquement la liberté, chèrement acquise puis exportée ou même imposée avec solide profit.



Le puissant Centre pour l'intégrité publique ayant sonné l'alarme, les mécanismes d'autorégulation de l'éthique fonctionnent certainement. Le Devoir rapportait d'ailleurs, le même jour, un second et aussi remarquable exemple de probité : poussant l'intégrité et le souci de vérité à sa limite, des républicains influents ont réussi à empêcher CBS de commettre l'erreur de diffuser un film « pas exact historiquement » à propos de Reagan, parce qu'on y passait sous silence l'affaire des Contras, les ventes d'armes illégales, le financement de la guerre contre le Nicaragua et tutti quanti. On en pleure.

Le petit scandale suscité par cet appel du pied rappelant un bruit des bottes montre bien que les tentatives de censure sont nécessairement exceptionnelles chez nos voisins et que la démocratie fonctionne.

Nous devrions donc être doublement rassurés : la pointe de l'iceberg n'était pas une pointe, il n'y a ni conflit d'intérêt ni manipulation de l'information, il n'y a pas d'argent, ni d'eau ou en tous cas pas trouble, surtout dans le désert, qu'on soit au Texas ou à Bagdad.

ALAIN VADEBONCEUR

Perte inestimable

Washington, DC (Reuters) Un terrible incendie a détruit la bibliothèque personnelle du Président Georges W. Bush. Ses deux livres ont été détruits. Le Président s'est dit totalement effondré. Selon les agents du FBI dépêchés sur les lieux, il n'avait pas terminé de colorier le deuxième. Une enquête est ouverte. Le Président, qui s'est adressé à la population du bureau Oval de la Maison Blanche, ce matin, a affirmé que cet acte terroriste et lâche ne demeurera pas impuni.



Celui qui le dit, celui qui l'est

Doubleyou déclare : « Les États-Unis d'Amérique ne se laisseront pas intimider par une poignée de brutes » (Le Devoir 25/11). Les Américains auront donc le courage de se débarrasser de l'administration Bush aux prochaines élections?

Meuh non!

Selon nos potes les Amerloques, la vache folle diagnostiquée chez eux viendrait du Canada. Propagande protectionniste, selon le ministère canadien de l'Agriculture qui demande des preuves. Savez-vous que sur les 35 millions de bovins abattus chaque année chez nos voisins du Sud, entre 150 000 et 200 000 ne se rendent pas à l'abattoir sur leurs pattes, trop malades pour le faire? On les mange quand même. Et seulement 19 000 tests de détection de l'ESB ont été effectués sur un cheptel de plus de 90 millions de bovins, soit un maigre 0,02 %. Et, bien sûr, tout cela est de notre faute, à nous maudits terroristes pacifistes.

CISM
89,3 FM

mercerie
garnitures **boutons, etc.**

RIX RIX

801, rue Gifford
(coin St-Hubert,
métro Laurier)
Montréal QC H2J 1P1
tél + fax : 514-522-8971
www.rixrax.ca

Ça fond, « ostie » ça fond !

Ceci est un article sérieux et épeurant

LORSQUE LES GLACIERS FONDENT comme des glaçons dans un verre de whisky, la planète est à la dérive. Si nous faisons fi des tendances troublantes que l'on observe au niveau de la cryosphère, c'est à nos risques et périls.

La cryosphère comprend toute l'eau et les sols gelés à la surface de la Terre: la glace terrestre, sous forme de nappes glaciaires, de champs de glace et de glaciers; et la glace de mer. Ces masses de glace sont le baromètre des changements climatiques.

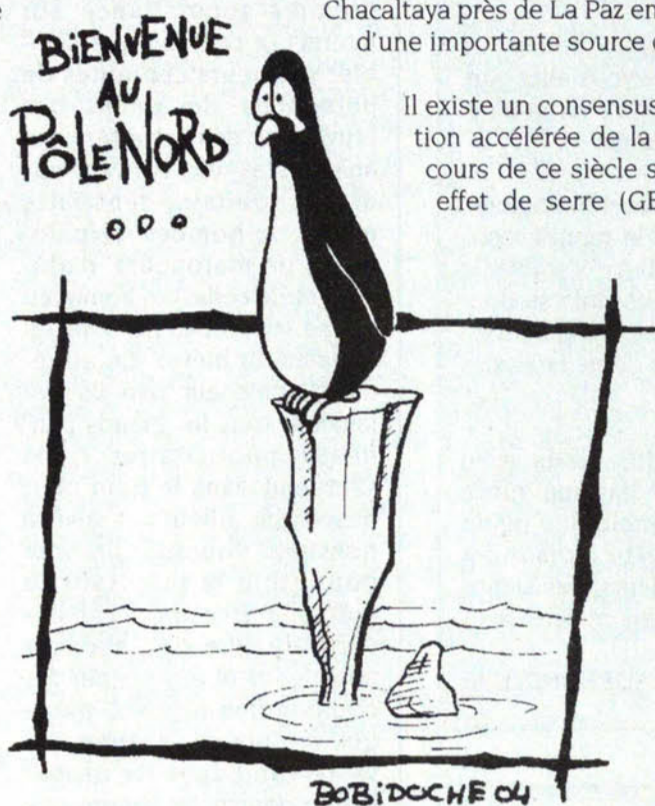
Conséquences dramatiques

Une modification importante de la cryosphère pourrait entraîner des changements rapides et catastrophiques du climat mondial — des changements assez importants pour transformer le climat tel que nous le connaissons actuellement:

- Une augmentation des afflux d'eau douce de la banquise et de la glace du Groenland, due au réchauffement planétaire, pourrait perturber la grande boucle océanique qui circule en profondeur de l'océan Indien jusque dans l'Atlantique Nord, détournant le Gulf Stream et provoquant paradoxalement un refroidissement substantiel des températures dans le nord de l'Atlantique et le nord-ouest de l'Europe.
- Un réchauffement accéléré dans l'Arctique pourrait engendrer une disparition presque complète de la banquise arctique en été, d'ici 2070. On dirait adieu aux ours polaires et aux phoques comme espèces sauvages. Selon les observations par satellite consignées par la NASA depuis 25 ans, la banquise arctique perd environ 1 % de sa superficie globale par année. Un rythme de disparition huit fois plus rapide qu'au cours des 100 dernières années. Les Inuits craignent de voir

leur mode de vie et leur culture disparaître et accusent les États-Unis, qui se sont retirés du Protocole de Kyoto, d'en être les principaux responsables.

- La diminution de l'eau de fonte des glaciers priverait de nombreuses régions du monde d'eau potable. Notamment, la disparition presque complète du glacier Chacaltaya près de La Paz en Bolivie, prive la capitale d'une importante source d'eau potable.



Il existe un consensus pour dire qu'une réduction accélérée de la cryosphère aura lieu au cours de ce siècle si les émissions de gaz à effet de serre (GES) continuent de s'accroître au même rythme qu'au cours des 50 à 100 dernières années. La majeure partie du réchauffement observé est attribuable aux activités humaines. La consommation des combustibles fossiles est à l'origine d'environ trois quarts des émissions anthropogéniques (humaines) de CO₂ au cours des vingt dernières années.

Ce réchauffement est amplifié dans les régions polaires. Il suffira d'une élévation de la température moyenne terrestre de 2 degrés Celsius pour voir fondre les glaces du Groenland et de l'Antarctique. Alors, le niveau de la mer pourrait s'élever de 10 mètres engloutissant la majorité des grandes villes côtières de la planète. Par exemple, une élévation de seulement 1,5 m du niveau de la mer déplacerait jusqu'à 17 millions de personnes rien qu'au Bangladesh.

Or, selon les modélisations sur le climat du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) des Nations Unies, la température moyenne à la surface de la Terre augmenterait de 1,4 à 5,8 degrés Celsius au cours des 100 prochaines années.

De moins en moins de neiges éternelles

Si toute l'eau emmagasinée dans les glaciers et les champs de glace de la planète fondait, les niveaux de la mer s'élèveraient de 0,5 m. Cela semble insignifiant ! Il faut savoir que les glaciers fondent beaucoup plus rapidement que les nappes glaciaires. Les délais de réaction des glaciers et des champs de glace sont généralement inférieurs à 100 ans, ce qui signifie que ces types de masses glaciaires seront la source principale de l'élévation du niveau de la mer au cours du prochain siècle. Le nombre élevé de glaciers dans le monde (plus de 160 000) complique la tâche de mesurer l'évolution de leur masse.

Selon la NASA, la disparition de la glace aura un effet d'entraînement sur le réchauffement parce que la glace exerce un effet miroir en réfléchissant les rayons solaires vers l'espace. Tandis que l'eau absorbe les rayons solaires et par le fait même accélère la fonte. On dit même que l'on attribue la fonte rapide des glaciers plus au réchauffement de l'eau qu'à celui de l'air. La disparition de la glace aura des effets dramatiques qui modifieront de manière irréversible le climat mondial.

Le célèbre glacier Kilimanjaro au Kenya, en Afrique, a déjà perdu 80 % de son couvert neigeux. Les glaciers de la Patagonie ont fondu deux fois plus rapidement entre 1995 et 2000. Les glaciers des Rocheuses ont atteint leur taille la plus faible depuis 10 000 ans, nous apprend Statistique Canada. Certains glaciers de cette chaîne montagneuse ont perdu entre 25 et 75 % de leur masse totale depuis les années 1950. Or, ces glaciers contiennent 50 % plus d'eau que l'ensemble des Grands Lacs et irriguent des régions agricoles de l'Ouest.

Whisky sur glace

Un an après la ratification du Protocole de Kyoto par le Canada, il est clair que la stratégie de réduction des gaz à effet de serre (GES) mise en place ne nous permettra pas d'atteindre nos objectifs de Kyoto qui sont de diminuer de 6 % nos émissions de gaz par rapport à ce qu'elles étaient en 1990. Le premier ministre Paul Martin saura-t-il relever le défi de respecter nos objectifs quitte à contrarier les intérêts de ses « amis » les géants du pétrole de l'Ouest qui sont de généreux donateurs à sa caisse électorale ? Il est permis d'en douter. Tant que ces politiciens à la petite semaine auront des glaçons pour leur whisky, qu'ont-ils à foutre de la fonte des glaces qui menace le climat mondial et la survie de milliards d'individus ?

CLÔDE DE GUISE

Économie participative 9

Ce que l'écopar n'est pas

L'ÉCOPAR est un modèle d'économie alternative. Elle remplit les fonctions de production, d'allocation et de consommation dans une société tout en tenant explicitement compte des relations qu'elle crée entre les gens qui participent à l'économie.

Je veux parler ce mois-ci d'un ensemble de caractéristiques de ce modèle qu'on considère parfois à tort comme des faiblesses. Il s'agit des limites du modèle. Les deux concepts sont différents, bien qu'ils se chevauchent parfois. Une faiblesse est une caractéristique indésirable alors qu'une limite est une frontière entre le domaine où un modèle s'applique et celui où il ne s'applique pas. Par analogie, le fait que votre frigo soit tiède est une faiblesse. Le fait qu'il ne réponde pas à la porte est une limite.

Voici donc, en vrac, quelques limites de l'écopar ou ce-que-l'écopar-n'est-pas:

- l'écopar n'est pas un modèle pour une société entière. Elle se limite volontairement à l'économie. L'écopar ne dit rien sur la politique, la culture, la famille, l'éducation et toutes les autres facettes de la vie sociale. Elle pose cependant certaines contraintes sur ces institutions: pour assurer la stabilité d'une société, les relations sociales dans les autres institutions doivent au moins être compatibles avec celles de l'écopar. Un système politique autoritaire, par exemple, est incompatible avec une écopar. Tous traités également par l'économie, les gens n'accepteraient pas d'être traités en subordonnés dans le domaine politique. La co-habitation des institutions sociales doit être harmonieuse.

• l'écopar n'est pas le laisser-aller total. Certaines personnes s'imaginent que le système économique idéal est celui où chacun est libre d'agir comme bon lui semble. L'écopar n'a pas été conçue dans cette optique. Par définition, certaines choses sont impossibles dans une écopar. Je ne parle pas ici d'interdiction légale mais plutôt d'incompatibilité fondamentale. Par exemple, notre économie ne permet pas aux gens de posséder un esclave. L'esclave n'est plus un rôle social reconnu. De même, une écopar ne permet pas aux gens de recevoir des ordres en tant que simple employé. Fonctionner dans une écopar signifie d'emblée qu'il faille donner son opinion, planifier sa consommation, consommer en proportion avec l'effort fourni au travail, etc.

• l'écopar n'a pas été conçue pour maximiser le bonheur des gens. Bien sûr qu'en bout de ligne, c'est un peu ce qu'elle cherche à faire. Mais les valeurs fondamentales de l'écopar sont la solidarité, l'équité, la gestion participative et la diversité. Pas le bonheur. Autrement dit si certains sont attristés par la solidarité, ils seront malheureux dans une écopar. Si certains ne vivent que pour donner des ordres aux autres, ils seront malheureux dans une écopar. L'écopar est conçue pour remplir les fonctions économiques tout en restant compatibles avec ses quatre valeurs fondamentales. C'est tout. Que le bonheur des gens soit plus grand dans une écopar que dans notre économie est une supposition externe au modèle.

JEAN-RENÉ DAVID
jrdavid@arobas.net

L'affaire Guindonville

Ajouter l'insulte à l'injure

VOUS VOUS SOUVENEZ PEUT-ÊTRE de l'affaire Guindonville, ce quartier modeste de Val-David que la municipalité a démoli cet été afin d'y construire un éventuel stationnement, jetant du même coup ses locataires à la rue en pleine crise du logement.¹ Nous publions ici des extraits commentés d'un texte que nous avons reçu de Jean-Pierre Charce, ex-résident de Guindonville, qui fait un bilan de la situation un an après le début de cette saga.

« En ces jours du temps des fêtes, je me souviens de Guindonville, un quartier où vivaient paisiblement 7 familles, de ces petites maisons de pierres et de bois, nichées au flanc de la colline, on aurait dit une aquarelle de Marc-Aurèle Fortin. Je me souviens de ce 23 décembre 2002, veille de Noël où monsieur Guindon, propriétaire des lieux, la larme à l'œil, me faisait lire l'avis d'expropriation qu'il venait tout juste de recevoir. J'étais bouleversé. [...] Il fallait annoncer la décision aux résidents des lieux, certains étant malades et fragiles. »

Pendant que la municipalité s'acharnait sur Guindonville, un promoteur immobilier a acheté « à l'insu de la ville » (pardonnez les guillemets, mais mon code de déontologie personnel m'interdit de ne pas en mettre...), 80 % des terrains du futur parc régional à l'origine de l'expropriation de Guindonville. Or, suite à un référendum le 2 novembre dernier, la ville s'est voté un emprunt de 900 000 \$ pour exproprier également Cousineau. Mais celui qui se décrit lui-même comme « un développeur qui fait ça pour l'argent », est mort de rire puisqu'il estime que la valeur marchande de son terrain est maintenant de 30 millions de dollars ! Comme la proposition de la ville lui semble ridicule, Cousineau a fait installer autour de son terrain 27 clôtures grillagées qui bloquent l'accès à des centaines de kilomètres de pistes de ski de fond. En plus des guindonvillois, les payeurs de taxe et amateurs de plein air s'ajoutent donc aux victimes de la « tremblantisation » de la région. Décidément, beaucoup de coups de pied au cul se perdent dans cette histoire...

« Je me souviens de ce jour du mois de mai suivant où l'on tentait en vain de repousser la date d'éviction de 6 mois. Je me souviens de l'arrogance du représentant de la mairie et de son avocat: "Nous ne pouvons accepter cette demande car il est urgent de construire un stationnement et un pavillon d'accueil pour les touristes. De plus, l'auberge La Sapinière ne peut plus nous prêter son parking car cela dérange sa clientèle." Et ce juge, tout aussi méprisant, d'acquiescer... »

On est maintenant fin décembre 2003 et il n'y a toujours pas de stationnement de construit. Cela veut dire que les locataires de Guindonville

auraient pu rester 6 mois de plus, et même tout l'hiver. De plus, nous apprenions récemment que l'hôtel La Sapinière rendait à nouveau disponible son stationnement pour les voitures des skieurs. Qu'est-il advenu de la sacro-sainte quiétude de ses clients ? Personne ne le sait... De toute façon avec la clôture de Cousineau, qui va aller skier à Val-David cet hiver ?

« Pour ce qui est des gens expulsés, ils ne sont pas mieux logés comme le prétendait récemment un ex-conseiller municipal, mais plutôt plus mal: certains ont une chambre chez des amis, d'autres habitent des maisons mobiles, plus chères, mal isolées et à vendre. [...] Certains enfin ont du s'exiler, ne trouvant pas de loyers abordables à Val-David. Certains ont surtout dû se passer de dinde cette année. Je m'en souviendrai... »

En guise d'épilogue à ces coups de pelle mécanique portés non seulement aux maisons mais à la démocratie, quoi de mieux qu'une bonne petite chasse aux sorcières ? On apprenait récemment que la présidente du journal communautaire *Ski-se-dit* de Val-David, en collaboration avec la nouvelle mairie (qui finance le journal et prête le local), fermait temporairement le journal « afin de revoir ses règlements et ses orientations ». Plus concrètement, les serrures ont été changées pour que la rédactrice en chef, Catherine Baïcoianu, ne puisse plus entrer dans son bureau.

On se souviendra que Mme Baïcoianu avait été accusée par les autorités locales d'avoir pris position dans l'affaire Guindonville en publiant les nombreuses lettres ouvertes s'opposant à l'expropriation des Guindonvillois. Elle avait aussi publié un article révélant l'existence d'une étude portant non pas sur la protection et la préservation du futur parc Dufresne, mais sur son exploitation et son développement potentiels...

Mais dormez tranquille citoyens de Val-David, cela n'a rien à voir avec son congédiement. Toutes ces années où Mme Baïcoianu s'est investi à promouvoir la liberté d'expression et à faire de votre journal communautaire la voix du peuple, tout cela sera revu pour votre bien. J'insiste, dormez tranquille, et prenez exemple sur les développeurs. Eux dorment à poings fermés et font de beaux rêves...

BRUNO DUBUC

¹ Le Couac lui avait consacré deux articles, l'un en mars (http://www.lecouac.org/article.php3?id_article=76) et l'autre en juillet 2003 (http://www.lecouac.org/article.php3?id_article=77).

La manipulation hollywoodienne dévoilée

Celui qui s'identifie sans réserve à un autre abandonne toute critique à son égard comme au sien propre.

Bertolt Brecht

LA RÉÉDITION de l'essai de Paul Warren, *Le secret du star-system américain*, tombe à point. Noyé dans un raz-de-marée de mises en scène de la réalité (les guerres hollywoodisées, les télé-réalité scénarisées), ce petit guide de survie pourrait servir de bouée à bien des nageurs essoufflés.

Professeur de cinéma à l'Université Laval, Warren nous donne un petit cours sur les techniques qu'utilisent les films hollywoodiens pour amener les spectateurs à s'identifier, sans aucune distanciation émotive ou critique, au personnage principal d'un film. Sa théorie s'articule autour du *plan de réaction* (le *reaction shot*) qui est utilisé à profusion dans n'importe quel film qui suit les techniques hollywoodiennes, qu'il soit américain ou autre. Ce *plan de réaction*, comme son nom l'indique, signale littéralement au spectateur quelle émotion adopter: être amusé, heureux, triste, soucieux, épouvanté, amoureux, euphorique ou furieux.

Ces plans de réaction sont souvent joués par les personnages secondaires du film, dont la seule fonction est de mettre en valeur le héros, le personnage principal. Prenons un exemple évident: dans la série des *Rocky*, durant les combats de celui-ci (interprété par Sylvester Stallone), on nous montrera à plusieurs reprises sa femme qui le regarde passionnément du bas du ring. Quand il reçoit un coup, on nous la montre qui grimace (nous grimaçons avec elle). Quand il donne un coup, elle se réjouit (nous nous réjouissons avec elle). S'il fait une farce, elle s'esclaffe (nous nous esclaffons). Chaque émotion est commandée, contrôlée. Et le rouage est si bien huilé que personne, ou presque, ne réalise qu'il se fait dicter la façon de penser et de réagir.



Tant que le tout reste du divertissement, c'est sans conséquence sérieuse. Mais ce que nous fait remarquer Warren, c'est que cette technique, qui a été perfectionnée dans les années 20, a débordé la seule sphère cinématographique: elle a envahi la publicité (pensez aux infopubs), la télévision (pensez aux Jeux Olympiques) et l'information (pensez aux simagrées de Gilles Proulx quand il écoute un journaliste). En fait, elle est rendue partout.

Bien sûr, les politiciens ont récupéré ces techniques et les ont utilisées pour s'allier et séduire les masses. Les premiers à le faire de façon vraiment sérieuse ont été Hitler et Goebbels (avec le cinéaste Leni Riefenstahl). Au sud de notre frontière, la Maison-Blanche travaille régulièrement avec Hollywood pour mettre en scène son président: quand George W. prononce un discours devant des milliers de marines et que le montage télévisuel nous montre les réactions positives de ces soldats inconnus aux mots de leur président, des millions de téléspectateurs les imitent et réagissent avec entrain à son discours.

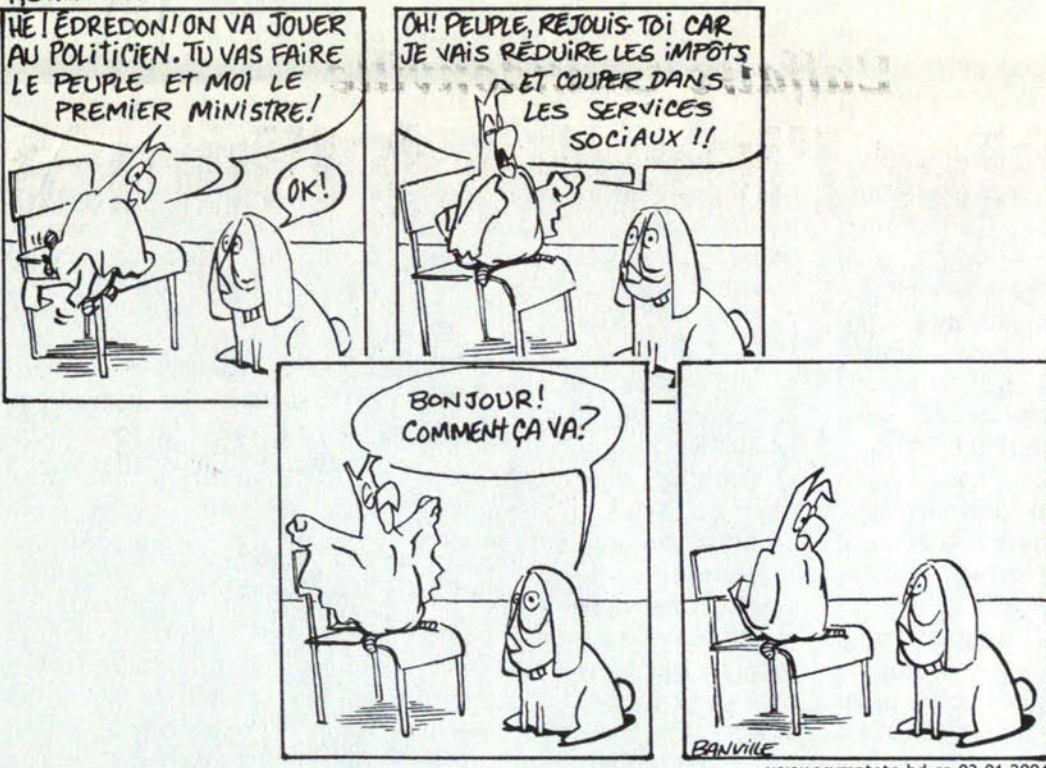
Évidemment, dans son livre, Warren va plus loin et analyse aussi le rôle des vedettes, de la musique, du langage corporel, du rôle des angles et de la grosseur des prises de vue. Il donne de nombreux exemples tout en utilisant un vocabulaire simple et accessible aux néophytes.

C'est donc un outil très précieux pour ne pas tomber dans les pièges perfideurs des manipulateurs d'émotions. À mettre à côté de la télévision, entre le TV-Hebdo et le Guide-cinéma.

GABRIEL ANCTIL

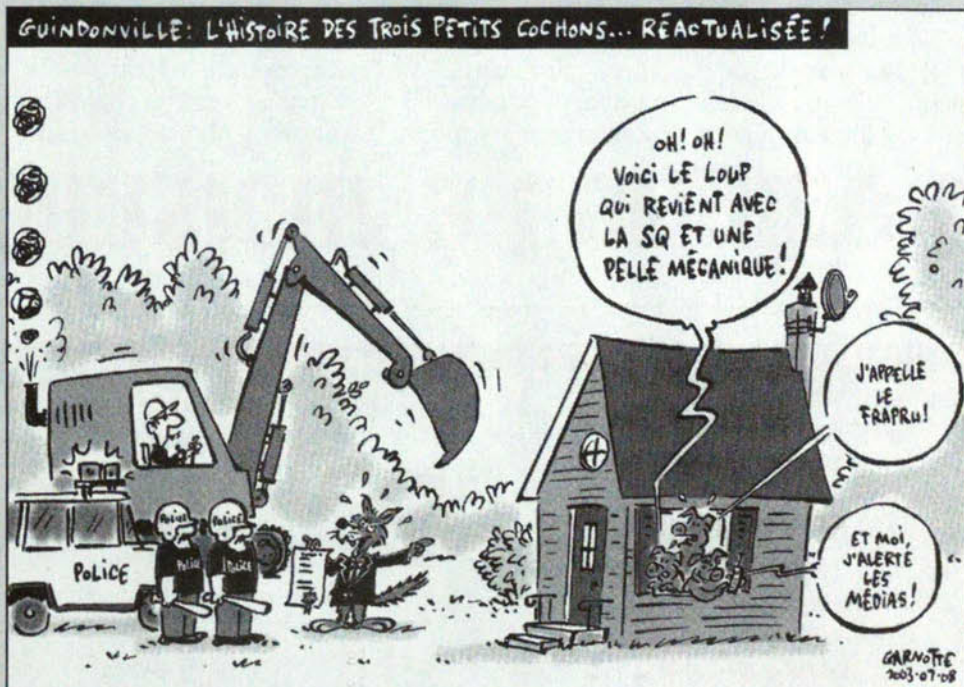
Paul Warren, *Le secret du star-system américain*, L'Hexagone, Mtl., 2003, 224 p.

ASYMPTOTE



Gravier

MICHEL GARNEAU, dit Garnotte, publie un premier recueil de ses meilleures caricatures parues dans *Le Devoir*. On réalise en feuilletant les vieux albums de Girerd ou Berthio que la caricature éditoriale a souvent tendance à mal vieillir. Après quelques années, elle a perdu beaucoup d'impact, le lecteur ayant souvent oublié la nouvelle à laquelle elle faisait écho. Ici, l'éditeur a eu la bonne idée d'ajouter des légendes, au besoin, rappelant briève-



ment les événements ayant inspiré le caricaturiste. Si Chapleau, auquel on ne peut éviter de le comparer, est meilleur portraitiste, Garnotte est meilleur cartoonist. Pour lui, le décor, la mise en scène et le gag proprement dit sont aussi importants que la ressemblance physique. Survolez l'actualité de 2003, sourire en coin, en compagnie de Saddam le Poltron, George le Moron, Jean le Crétin, Patapouf, Pauline, Bernard, Mario et les autres...

J.B.

Garnotte, *Les plus meilleures caricatures de Garnotte en 2003*, Éditions du Concassé, Montréal 2003

Badaboum en action

LES POLLUTIONS MÉDIATIQUES des édito-moralistes à la solde des empires du mensonge supra-rentable s'échinent, par tous les moyens, de justifier le capital destructeur et assassin envers quelques empêcheurs de tourner en rond (manifestants, groupes écolos, noirs de toutes les couleurs, etc.). Comment? En tentant de faire croire que la concurrence justifie tout, en divisant pour mieux régner (chacun pour soi) et en désinformant le (pas de) problème de phase terminale du cancer minant mère nature. Les prochaines opérations de forages pétroliers du golfe du Saint-Laurent et des alentours par des oligopoles de l'or noir et... d'Hydro-Québec en sont une réminiscence titanique!

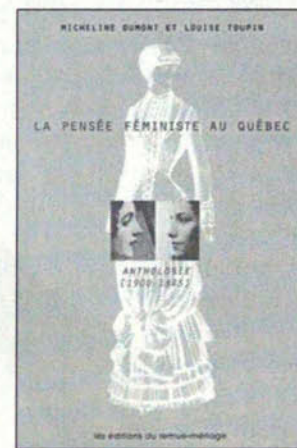
De plus en plus, l'État, qui n'a jamais été une panacée, prend des allures de jouet téléguidé aux mains de rapaces déterminées à s'emplier les poches malgré l'évidence auto-destructrice. Face à ce snuff-movie (film torchon où il y a véritable mise à mort en direct)

politique du néant, de plus en plus de citoyens passent à l'action. Dans «La Légende de Robin des bois» (coll. Poisson Pilote, Dargaud) MANU LARCENET revisite en BD un pionnier de l'action directe. Avec un humour rassénérant, le shérif de Nottingham sort vite fait d'un chapeau de cow-boy tandis que Tarzan et le Cheval de Troie, inopinément, resurgissent!

Pendant ou après avoir utilisé les mécanismes ordinaires pour corriger les errances systémiques, il faudrait pouvoir ménager des possibles évolutifs. Par exemple: que faire après l'abrutissante décision faisant fi de la consultation fleuve sur le virage à droite au feu rouge à Montréal (plus de 80 % des consultés s'opposent à son introduction)? Un grand vide saute à la face... L'absence quasi-totale d'outils de réflexion quant à l'action directe devient de plus en plus lancinante dans un contexte où les simulacres démocratiques font rage.

RAMON VITESSE

Pensée féministe au Québec



LE QUÉBEC est connu pour être à l'avant-garde de la lutte féministe. Micheline Dumont et Louise Toupin ont décidé de regrouper dans une anthologie divers textes féministes écrits au Québec entre 1900 et 1985. Précédé d'une courte mais éclairante histoire du féminisme au Québec, l'ouvrage est ensuite divisé en trois grandes parties: le féminisme et les droits des femmes (1900-1945), le féminisme comme groupe de pression (1945-1985) le féminisme comme pensée radicale (1965-1985). Les textes sont accompagnés de quelques illustrations. Les sujets abordés sont multiples — le droit de voter et d'être élue, le droit à l'éducation, le droit au travail, les droits des Amérindiennes, la maternité et la contraception, la guerre et la paix, la sexualité, la pornographie, le rapport avec l'État, etc. — et les textes révèlent l'étonnante diversité de la perspective féministe. Un ouvrage de référence essentiel pour comprendre l'histoire et l'actualité politique au Québec.

FRANCIS DUPUIS-DÉRI

Micheline Dumont & Louise Toupin (dirs.), *La pensée féministe au Québec: Anthologie 1900-1985*, Remue-ménage, Montréal, 2003, 750 p.

Les fées avaient soif

«Women is the nigger of the world»

John Lennon



LES ÉDITIONS POINT DE FUITE associées aux éditions féministes du Remue-ménage viennent de faire paraître l'histoire du Regroupement des femmes québécoises de 1976 à 1981, d'Andrée Yanacopoulo, présidente et directrice de la maison d'édition et co-fondatrice du regroupement en question. Les fondatrices du Regroupement des femmes québécoises (RFQ) étaient convaincues que l'oppression de la femme était universelle et totale: économique, politique et sociale. «En toute logique, la volonté de lutter contre une telle situation devait avoir priorité absolue», écrit Yanacopoulo.

Deux semaines avant l'élection du Parti québécois, le 15 novembre 1976, les participantes à une série de rencontres organisées par la Librairie des Femmes d'ici exprimèrent l'intention «de mettre sur pied un vaste rassemblement de femmes aptes à mener les luttes [féministes] sur l'ensemble du front du Québec.» À partir de janvier 1977 jusqu'à l'incorporation du mouvement en mai, Andrée Yanacopoulo, les sœurs Andrée et Denise Lavigne, «avec la coopération ponctuelle de quelques autres femmes» se réunirent régulièrement pour établir les bases du futur RFQ. «Il fut convenu de créer un groupe de pression plutôt qu'un parti politique: «Il reviendra aux femmes de se prononcer sur l'opportunité de transformer ce mouvement politique en parti politique», croyaient-elles. Les membres du RFQ tout en appuyant l'indépendance du Québec, s'étaient donné le mandat de «veiller à la qualité de l'indépendance car cette dernière, risque fort [...] de perpétuer la société patriarcale dans laquelle nous vivons».

Les mouvements féministes de l'époque réclamaient «l'égalité salariale et le droit à un congé de maternité pour les travailleuses, l'accès à l'éducation, à des garderies, la suppression du sexisme dans les manuels scolaires, le soin et la protection des femmes battues et violées.» Force est de constater que la plupart de ces revendications ont été satisfaites en tout ou en partie, ou sont en voie de l'être, alors que l'indépendance... Sur le terrain, une des principales actions du RFQ fut la défense des *Fées ont soif*, la pièce de Denise Boucher interdite temporairement par les tribunaux, après avoir déchaîné la colère d'une bande de cathos hystériques à cause du rôle joué par la Vierge Marie.

Tout au long de son existence, le RFQ a été l'objet de luttes idéologiques intestines et de démissions fracassantes. À son apogée, le regroupement comptait environ 500 membres inscrites, dont environ 125 participaient aux activités sur une base régulière. La majorité venait du grand Montréal et le milieu intellectuel prédominait (enseignantes, artistes, journalistes).

Convaincue que le référendum de mai 1980 ne changerait rien à la condition féminine, Andrée Yanacopoulo proposa le 15 mars, à la troisième assemblée générale, que les membres inscrivent «femme» sur leur bulletin de vote, plutôt que de cocher oui, cocher non. «La proposition sera majoritairement rejetée. Ses adversaires — des militantes du PQ, qui, tout en étant membres en règle du RFQ, sont venues expressément pour la bloquer, [...] Le rejet de la proposition entraîna la démission du comité référendaire. Le mouvement ne sera plus dès lors que l'ombre de lui-même. [...] Le Regroupement des femmes québécoises a achoppé sur notre incapacité à choisir entre féminisme et nationalisme», conclut Andrée Yanacopoulo.

JACQUES BOUCHARD

Andrée Yanacopoulo, *Le Regroupement des Femmes Québécoises 1976-1981*, Point de Fuite/les éditions du Remue-ménage, Montréal 2003.

